

Cautère sur jambe de bois

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

28 octobre 2016

Après avoir stoppé toute circulation entre Pointe-à-Pitre et Basse-Terre pendant quatre heures deux jours durant, dès lors qu'elle entendait emprunter leur commune, les Capesterriens ont poussé le bouchon jusqu'à interdire aux voitures le franchissement de leur territoire pendant toute la journée du mardi 25 octobre et une bonne part de la journée de mercredi 26. C'est une atteinte à la liberté d'aller et venir, pan important des libertés publiques, si chères à un principe du droit français. Le préfet n'a pourtant pas cru bon d'envoyer les forces de l'ordre dégager la route. Il a eu raison. Il a dû se dire que les 250 mères et pères de famille qui avaient installé une tente en plein mitan du pont grand rivière à Capesterre Belle-Eau avaient sans doute autre chose à faire que du camping sur route. Que s'ils s'étaient laissés aller à cette extrémité c'est que le degré de leur exaspération avait atteint son paroxysme. Faut-il rappeler que cette situation ubuesque d'absence d'eau dans les robinets - pire que partout ailleurs en Guadeloupe - dure depuis plus d'un an à Capesterre Belle-Eau ?

Le représentant de l'État jugeant objectivement la situation a laissé faire : période de vacances scolaires, moins de circulation, possibilité d'emprunter la route des Mamelles, si urgence il y a de passer de Basse-Terre à Pointe-à-Pitre, et vice-versa. Au pire, faire le tour par Sainte-Rose. Tout cela analysé, il a donné du temps au temps. Et le préfet a eu tout bon. Du temps, il n'en a pas fallu beaucoup. Les automobilistes ont fait preuve de tolérance et les privés d'eau ont spontanément désigné sans coup férir les responsables de leur infortune. Ils ont exigé des explications aux élus. Quant à ces derniers, soit dans un souci de soigner leur communication soit parce qu'ils ont senti souffler le vent du boulet, ils ont vite réagi. Ils se sont réunis. Ils ont énoncé de vagues préconisations. Pas des solutions.

Réunion technique ont dit les élus à la suite de leur séance. Soit. Alors pourquoi ne pas mettre de vraies solutions en face des problèmes techniques diagnostiqués. Pourquoi taire plus longtemps que la CASBT

comme l'indique notre article (voir page 6) n'a ni les moyens techniques, ni humains, ni matériels pour mener à bien la gestion de l'eau sur son territoire. Aucune expertise, aucun encadrement, pas de moyens financiers. En revanche, une propension formidable au tchokaj jamais égalé. C'est le fond du problème. Pendant combien de temps allons-nous encore détourner les yeux de cette réalité et continuer à mettre un cautère sur une jambe de bois. Pourquoi taire, qu'habitée à ne pas payer, Capesterre Belle-Eau, selon les estimations des ingénieurs, est le territoire qui consomme la plus grande quantité d'eau à l'heure en Guadeloupe. Enfin pourquoi taire que de tous les élus, c'est Lucette Michaux-Chevry qui fait preuve le plus de mauvaise volonté, obnubilée qu'elle est par son obsession à récupérer à tout prix les installations et usines d'eau situées sur le territoire de Capesterre Belle-Eau. Il est fort possible au demeurant qu'elle ait quelques arguments juridiques à faire valoir à ce sujet. Les tribunaux trancheront. En attendant, les Capesterriens ont besoin d'eau chaque jour. Pourquoi doivent-ils pâtir des querelles imbéciles de leurs élus ? Hier les Capesterriens ont campé sur un pont. Demain, ils feront le siège de quelques collectivités et les bloqueront. Après demain, ils iront encore plus loin. Cela ira crescendo. Avant d'agir, faut-il attendre d'arriver à l'irréparable ?